



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 22/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELPY CHROMELEC

32 Rue Baptiste Marcet
37100 Tours

Références : 2024 / 805
Code AIOT : 0010000662

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement DELPY CHROMELEC implanté 32 rue Baptiste Marcet 37100 Tours. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELPY CHROMELEC
- 32 rue Baptiste Marcet 37100 Tours
- Code AIOT : 0010000662
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DELPY CHROMELEC réalise des activités de traitement de surface (5 chaînes de traitements de surface : nickelage/chromage, zingage, argenture, dénickelage, démétallisation). L'établissement est réglementé par les arrêtés préfectoraux suivants : • Arrêté préfectoral d'autorisation n° 13 908 du 13 avril 1993, • Arrêté préfectoral complémentaire n° 18 882 du 12 octobre 2010 (rejets aqueux et rejets atmosphériques).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Valeurs limites de rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Confinement des eaux polluées en cas d'incident	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
8	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Fréquence d'analyse des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Enregistrements GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/08/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>I.</p> <p>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite " consommation spécifique ", la plus faible possible.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none">-les eaux de rinçage ;-les vidanges de cuves de rinçage ;-les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;-les vidanges des cuves de traitement ;-les eaux de lavage des sols ;-les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none">-les eaux de refroidissement ;-les eaux pluviales ;-les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>II.</p>

La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 12 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Constats :

Le calcul effectué par l'exploitant pour l'année 2023 conclut à une consommation spécifique (aussi dénommé rejet spécifique) de l'établissement de 12,1 l/m²/Fr pour une consommation spécifique de l'établissement fixée à 12 L/m²/Fr au sein de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010.

Pour ce faire, l'exploitant a notamment fait valoir un volume d'effluents rejetés en sortie de station de traitement physico-chimique de 4 797 000 litres pour l'ensemble des 5 chaînes de traitements de surfaces de l'établissement.

Ces dernières présentent, pour l'exercice 2023, les caractéristiques suivantes :

- chaîne n°1 : Nickelage/Chromage, S1=16517 m² de surface traitée, 10 fonctions de rinçage
- chaîne n°2 : Zingage, S2=20111 m² de surface traitée, 5 fonctions de rinçage
- chaîne n° : Argenture, S3=14171 m² de surface traitée, 9 fonctions de rinçage
- chaîne n°4 : Dénickelage, S4=1101 m² de surface traitée, 3 fonctions de rinçage
- chaîne n°5 : Démétallisation, S5=551 m² de surface traitée, 1 fonction de rinçage

Le calcul effectué par l'exploitant résulte de la formule suivante : consommation spécifique = volume rejeté / somme(S x Fr)

S : surface traitée par chaîne

Fr : nombre de fonctions de rinçage par chaîne

Au vu des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de la circulaire associée du 30 novembre 2007, le calcul à faire pour obtenir le rejet spécifique de l'établissement semble plutôt résider dans la formule suivante : volume rejeté/somme des surfaces traitées/ somme des fonctions de rinçage

Le résultat de ce second calcul serait de 3,26 L/m²/Fr, ce qui respecte très nettement la valeur limite de 12 L/m²/Fr imposée à l'exploitant.

=> Pour l'année 2023, la consommation spécifique de l'établissement de 3,26 L/m²/Fr respecte la valeur limite imposée de 12 L/m²/Fr.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fréquence d'analyse des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'analyse des rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024

Prescription contrôlée :

Paramètres	Validation de la mesure par un laboratoire agréé
	Périodicité de la mesure
pH et débit	Trimestrielle
Cr VI	Trimestrielle
Métaux : Ag, Al, Cu, Fe, Ni, Sn, Zn	Trimestrielle
Cr III, MES, F, Nitrites, Azote global, P, DCO, HC totaux, AOX	Trimestrielle

Constats :

Lors de l'inspection du 2 août 2023, il a été constaté l'absence d'analyses trimestrielles pour le dernier trimestre 2022 et pour le second trimestre 2023.

L'exploitant a indiqué par courrier du 12 mars 2024 une erreur de programmation des analyses, en nombre suffisant mais à une fréquence non trimestrielle, correction ayant été apportée pour l'exercice 2024.

En effet, il a été constaté la réalisation, pour l'exercice 2024, de 4 analyses réalisées par le laboratoire Inovalys, respectivement les 17 janvier 2024, 9 avril 2024, 10 juillet 2024 et 26 septembre 2024, avec intention de réaliser une 5ème analyse lors du dernier trimestre 2024. Il a été indiqué à l'exploitant, qu'exceptionnellement, l'analyse effectuée le 26 septembre 2024 serait considérée comme étant l'analyse attendue pour le compte du dernier trimestre 2024, avec nécessité, à l'avenir, d'effectuer chaque analyse trimestrielle au coeur de la période concernée, sans anticipation ou retard.

Il lui par ailleurs été rappelé, que tout contrôle inopiné déclenché par les services d'inspection et réalisé par un organisme agréé pouvait se substituer à une des analyses trimestrielles exigées par les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2010 permettant de valider le processus d'autosurveillance journalier et hebdomadaire.

Le contrôle inopiné réalisé par le laboratoire SYPAC le 2 septembre 2024 aurait notamment pu être considéré comme tel.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection. L'écart précédemment constaté est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites de rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Concernant les émissions de polluants aqueux, les installations respectent les dispositions suivantes :

Paramètres	Valeurs limites d'émissions : (mg/l)	Si le flux est supérieur à : (g/j)	Valeurs limite du flux journalier (g/j)
Ag	0,35	0,65	20
Al	3,5	6,65	200
Cr VI	0,065	-	4
Cr III	1,35	2,65	80
Cu	1,35	2,65	80
Fe	3,5	6,65	200
Ni	1,35	2,65	80
Sn	1,35	2,65	80
Zn	2	4	120
MES	20	40	1 200
F	10	20	600
Nitrites	0,65	1,35	40
Azote global	35	35 000	2 000
P	6,65	6,65	400
DCO	100	-	6 000
HC Totaux	3,5	6,65	200
AOx	0,5	1	30

(-) = pas de valeur

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les émissions de rejets aqueux respectent également les dispositions suivantes :

-le pH est compris entre 6,5 et 9 ;

-la température est inférieure à 30° C ;

-le débit maximum journalier est de 60m³/j.

Tout rejet de substances autres que celles visées à l'article 3.1 du présent arrêté est interdit, et notamment les paramètres suivants : As, Cd, Hg, Pb, CN, et tributyl-phosphate.

Constats :

L'enregistrement réglementaire des résultats d'autosurveillance par l'exploitant sur l'outil informatique GIDAF et consulté pour l'année 2024 permet de confirmer le respect des valeurs limites réglementaires pour la totalité des paramètres à suivre (à la fois en concentration et en flux pour les paramètres concernés), à savoir :

- pH, débit, température (en continu) ;
- Cr VI (journalier) ;
- Ag, Cu, Fe, Ni, Zn (hebdomadaire)

L'exploitant fait réaliser, par ailleurs, par le laboratoire Inovalys, un contrôle trimestriel sur l'ensemble des paramètres mentionnés ci-dessus, complétés des paramètres suivants : Cr III, MES, F, nitrites, azote global, P, DCO, hydrocarbures totaux, AOX, permettant de valider les résultats d'autosurveillance. Les résultats des 4 analyses réalisées par le laboratoire Inovalys, respectivement les 17 janvier, 9 avril, 10 juillet et 26 septembre 2024, sont en tout point conformes aux valeurs limites réglementaires fixées au sein de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2010.

Il convient de noter que l'exploitant s'assure de l'absence des paramètres interdits au rejet As, Cd, Hg, Pb, et tributyl-phosphate en les faisant systématiquement analyser au travers de ces analyses trimestrielles. Les résultats issus de l'analyse de ces paramètres étant systématiquement sous le seuil de quantification, il a été indiqué à l'exploitant qu'une analyse au plus annuelle de ces paramètres pouvait suffire à confirmer l'absence de ces paramètres de rejet, bien que pour rappel, non obligatoire au vu des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il convient en revanche d'être vigilant lors de la mise en oeuvre de nouveaux produits pouvant dès lors nécessiter le déclenchement d'une analyse complète.

Les résultats du contrôle inopiné réalisé le 2 septembre 2024 par le laboratoire SYPAC font néanmoins apparaître des dépassements concernant la DCO (370 mg/l mesurés contre 100 mg/l autorisés pour la concentration, 12580 g/j mesurés contre 6000 g/j autorisés pour le flux), l'azote global (60,4 mg/l mesurés contre 35 mg/l autorisés pour la concentration, 2054 g/j mesurés contre 2000 g/j autorisés pour le flux) et le cuivre (1,37 mg/l mesurés contre 1,35 mg/l autorisés pour la concentration).

L'exploitant a indiqué que les valeurs limites imposées au sein de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont très contraignantes au regard de ce que la station de traitement Tours Métropole Val de Loire est en mesure d'accepter, notamment au vu de la convention de rejet fixant des valeurs limites bien supérieures aux rejets de la société DELPY CHROMELEC pour les paramètres DCO et azote global. L'exploitant a indiqué adresser prochainement un courrier à la connaissance du préfet visant à modifier les valeurs limites de rejet pour ces paramètres.

L'exploitant n'a en revanche pas apporté d'explication concernant le léger dépassement en concentration pour le cuivre.

De façon à confronter les résultats d'analyses du laboratoire Inovalys, l'exploitant a proposé de faire réaliser une double analyse trimestrielle lors du contrôle du 1er trimestre 2025 (donc à la fois par le laboratoire Inovalys et par un second laboratoire), tout en renouvelant l'analyse du laboratoire SYPAC uniquement sur les paramètres DCO et azote global.

=> Le contrôle inopiné réalisé par le laboratoire SYPAC le 2 septembre 2024 fait apparaître des dépassements concernant la DCO (370 mg/l mesurés contre 100 mg/l autorisés pour la concentration, 12580 g/j mesurés contre 6000 g/j autorisés pour le flux), l'azote global (60,4 mg/l

mesurés contre 35 mg/l autorisés pour la concentration, 2054 g/j mesurés contre 2000 g/j autorisés pour le flux) et le cuivre (1,37 mg/l mesurés contre 1,35 mg/l autorisés pour la concentration).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Enregistrements GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrements GIDAF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Lors de la précédente inspection, la consultation des enregistrements GIDAF effectués par l'exploitant ont conduit à constater l'enregistrement de l'ensemble des paramètres mesurés excepté concernant les résultats des paramètres issus des analyses trimestrielles.

L'examen de l'outil GIDAF a permis de constater le rattrapage des enregistrements des analyses trimestrielles sur la totalité de l'année 2023, tout en les poursuivant sur l'année 2024.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

« L'installation est notamment dotée :

« a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; « b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

« Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

Constats :

L'établissement est équipé d'extincteurs régulièrement répartis au sein de l'établissement, bien visibles, et dégagés. Ces équipements sont par ailleurs vérifiés annuellement.

L'exploitant a calculé le besoin en eau de l'établissement en s'appuyant sur le guide technique D9 de l'Ineris. le besoin en eau a été établi à 90 m3 par heure, soit, 180 m3 pour deux heures d'intervention. Deux poteaux incendie sont situés à proximité de l'établissement, respectivement à 100 et 150 mètres de l'établissement, le 1er poteau étant à même, selon les 1ères informations collectées par l'exploitant, de délivrer 187 m3/h et permettant à lui seul de couvrir les besoins en eau de l'établissement.

=> Il convient que l'exploitant se fasse confirmer par le gestionnaire du réseau les débits réels que les deux poteaux situés à proximité de l'établissement sont en mesure de délivrer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
--

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Lors de l'inspection du 2 août 2023 l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan des réseaux de circulation des eaux.

Lors de cette nouvelle inspection, l'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour édité le 27 mars 2024 par la société CONOTECH. a ce jour, les éléments d'information qui y apparaissent s'avèrent complets.

Seront néanmoins réalisés prochainement des travaux de mise en rétention de l'aire de chargement/déchargement.

=> Au vu des travaux qui seront réalisés en début d'année 2025 pour mettre sur rétention l'aire de chargement/déchargement (avec vanne d'obturation et raccordement au réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées) le plan des réseaux devra prochainement être mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux polluées en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées en cas d'incident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.

Constats :

Lors de la précédente inspection il a été constaté l'impossibilité de confiner la totalité des eaux d'extinction d'incendie au sein de l'établissement.

Le bâtiment de l'établissement présente en son centre une pente dirigeant les écoulements vers la capacité de rétention de la station physico-chimique traitant les effluents en provenance de l'atelier de traitements de surfaces. Associée aux capacités de rétention des chaînes de traitements de surfaces, ces dernières représentent le seul volume de confinement des écoulements accidentels, y compris les écoulements issus d'un éventuel incendie. Aucun autre dispositif n'existe, notamment à l'extérieur du bâtiment, permettant de confiner les eaux d'extinctions d'incendie ou tout écoulement issu d'un déversement accidentel.

Après détermination de la ressource en eau requise pour l'intervention en cas d'incendie, soit 180 m3 comme évoqué précédemment, l'exploitant a déterminé, via le guide technique D9A de l'Ineris, le volume de confinement nécessaire au vu de la ressource en eau potentiellement utilisée, des produits en présence, et des intempéries. Il en ressort la nécessité pour l'exploitant d'être en capacité de confiner 233 m3.

L'établissement présente une capacité de confinement, via les équipements évoqués ci-dessus, de 93 m3.

Afin de satisfaire le volume de confinement de 233 m3 requis, et dans la mesure où aucune place n'est disponible en périphérie du bâtiment pour l'implantation éventuelle d'un bassin de rétention, la seule option de confinement envisageable et retenue par l'exploitant réside dans la mise en place de barrières amovibles au niveau des seuils de portes, avec création de bourrelets, permettant de mettre sur rétention l'intégralité du bâtiment.

Pour la mise en place de ce dispositif, l'exploitant a indiqué un investissement de 55 000 euros engagé lors du 1er semestre 2025 (calendrier à préciser).

L'exploitant a également précisé que le dispositif sera mis en oeuvre tous les soirs, en fin de production, et retiré tous les matins (4 barrières amovibles à mettre en oeuvre pour ce faire). Une procédure non existante pour le moment viendra encadrer ce mode opératoire préventif, ainsi que l'engagement du dispositif en cas de sinistre.

=> L'établissement ne comporte pas de dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie suffisant à l'heure actuelle. Le calendrier des travaux permettant la mise en confinement du bâtiment de l'établissement doit être précisé. L'exploitant doit justifier de la mise en place d'une procédure encadrant le mode opératoire préventif, ainsi que l'engagement du dispositif en cas de sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.V

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de chargement/déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection, il a été constaté que l'aire de chargement/déchargement n'est pas associée à une capacité de rétention permettant de récupérer tout écoulement accidentel. L'exploitant a indiqué qu'il mettra en oeuvre, semaine 5 de 2025, un plan d'action visant à mettre en place en périphérie de l'aire en question, des barrières béton latérales, associées à un rehaussement du revêtement de 10 cm à l'entrée et la mise en place d'une barrière étanche au niveau du seuil de la porte du bâtiment. L'aire sera par ailleurs rendue étanche, un regard de récupération des écoulements potentiels sera posé, de même qu'une vanne de fermeture, le dispositif étant relié au réseau de récupération des eaux pluviales potentiellement polluées. Ce dispositif constituera un volume de rétention de 6 m3.</p> <p>Une procédure sera rédigée pour la mise en oeuvre du dispositif lors des opérations de chargement/déchargement.</p> <p>=> Si l'exploitant a identifié les travaux à engager et arrêté le calendrier associé, l'aire de chargement/déchargement reste pour le moment non associée à une capacité de rétention.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours